

**Annexe 1 :**

**Cahier des charges**

**Appel à candidatures portant sur une offre de répit et de soutien aux aidants**

**par la création d’une plateforme d’accompagnement et de répit sur l’un des territoires Nord, Est ou Ouest de la Réunion**

Table des matières

[1. L’identification des besoins 3](#_Toc471993661)

[1.1. Les éléments de contexte 3](#_Toc471993662)

[1.2. Le cadre juridique 4](#_Toc471993663)

[2. Les caractéristiques du projet 4](#_Toc471993664)

[2.1. Les objectifs des plateformes d’accompagnement et de répit 5](#_Toc471993665)

[2.2. La population cible 6](#_Toc471993666)

[2.3. Les territoires d’intervention 6](#_Toc471993667)

[2.4. Les modalités de fonctionnement 6](#_Toc471993668)

[2.5. Les coopérations et les partenariats 7](#_Toc471993669)

[2.6. L’évaluation de la qualité de service 7](#_Toc471993670)

[2.7. Le financement 8](#_Toc471993671)

[3. Le projet de service et les droits des usagers 8](#_Toc471993672)

[4. Calendrier de mise en œuvre et dossier de candidature 9](#_Toc471993673)

[4.1. Calendrier de déploiement du projet 9](#_Toc471993674)

[4.2. Délai et modalités de dépôt des dossiers 9](#_Toc471993675)

[4.3. Contenu du dossier de candidature 9](#_Toc471993676)

Annexe 2 : Retours d’expériences d’initiatives menées en matière de répit des aidants sur le territoire réunionnais

Annexe 3 : Indicateurs annuels à renseigner par la plateforme d’accompagnement et de répit

Annexe 4 : Critères de sélection et modalités de notation Plateforme d’accompagnement et de répit

# 1. L’identification des besoins

## 1.1. Les éléments de contexte

Selon Claude-Valentin Marie, chercheur à l’INED, qui s’est exprimé lors du débat public sur la Dépendance le 12 mai 2011, à la Réunion, « 61% des seniors souhaitent bénéficier d’une aide chez soi, 22% un placement en établissement spécialisé et 17% un hébergement par un membre de la famille. Les personnes âgées préfèrent de manière générale rester à leur domicile », qu’elles soient en bonne santé, fragiles ou en perte d’autonomie. Ainsi, la volonté commune de l’Agence de Santé Océan Indien et du Département de la Réunion est de développer et de diversifier les formules d’accueil visant à soutenir les aidants familiaux pour favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d’autonomie, en offrant des alternatives médico-sociales à l’entrée en EHPAD et/ou à l’hospitalisation. L’objectif est d’assurer l’accessibilité à l’offre de services de proximité dans une approche territorialisée affirmée.

Le projet régional de santé 2012-2016 préconise une organisation de l’offre sanitaire et médico-sociale centrée sur la **coordination des acteurs tout au long du parcours** de santé de la personne âgée fragile, sur un territoire déterminé dans le schéma régional d’organisation médico-sociale (SROMS). Cette organisation doit permettre :

* la diversification de l’offre offerte au public en perte d’autonomie, par création ou transformation de l’offre existante,
* une évaluation gérontologique s’appuyant sur la filière de soins gériatriques et les structures du domicile,
* la coordination des acteurs autour de la personne âgée fragile pour organiser sa prise en charge,
* la réduction des disparités territoriales en rééquilibrant l’offre dans les territoires déficitaires,
* la réponse aux besoins d’une offre de répit pour les aidants familiaux en proposant des prises en charges ponctuelles,
* privilégier l’organisation des parcours de vie et de santé des personnes âgées.

L’état des lieux de l’offre médico-sociale sous compétence de l’Agence de Santé Océan Indien, réalisé dans le cadre de l’élaboration du SROMS, a mis en évidence :

* pour les EHPAD : un taux d’équipement de 58,67 places pour 1 000 personnes âgées de plus de 75 ans,
* concernant les SSIAD : un taux d’équipement de 19,60 places pour 1 000 personnes âgées de plus de 75 ans,
* l’existence d’une filière de soins gériatriques dans chacun des territoires de santé avec néanmoins un besoin de renfort de cette filière notamment sur le territoire de proximité Est, la constitution d'une équipe mobile gériatrique y étant prévue,

Le schéma départemental en direction des personnes âgées 2013/2017, élaboré par le Département de La Réunion en concertation avec l’Agence de Santé Océan Indien, a pour ambition de permettre au plus grand nombre de personnes âgées de bénéficier d’un accompagnement répondant à leurs besoins. Cette ambition s’intègre dans l’axe 2 « Vivre chez soi, demeurer dans son environnement ».

Le plan maladies neurodégénératives (PMND) national, dans sa mesure 28, fixe comme objectif – pour diversifier les réponses apportées par les établissements aux personnes malades vivant à domicile et/ou leurs aidants – de « Conforter et poursuivre le développement des plateformes d’accompagnement et de répit en soutien des aidants des personnes qu’ils accompagnent ». La mesure 50 du même plan prévoit de « structurer et mettre en œuvre une politique active en direction des proches-aidants dont font partie les aidants familiaux ».

Au niveau local, le PMND 2014/2019 consacre son thème 4 au soutien des proches aidants qu’il décline en deux mesures :

* action 24 : créer des plateformes de répit-repos sur les quatre bassins de vie du territoire en lien avec le GIP SAP,
* action 25 : soutenir la création et le développement de lieux d’accueil pour les aidants.

Le présent appel à candidatures s’inscrit dans ce cadre.

## 1.2. Le cadre juridique

L’organisation de l’offre de plateforme d’accompagnement et de répit peut s’appuyer sur les dispositions légales et règlementaires suivantes :

* la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l’action sociale et médico-sociale ;
* la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
* le plan Alzheimer 2008-2012 ;
* la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/261 du 30 juin 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du plan Alzheimer 2008-2012 (mesure 1).
* le plan maladies neurodégénératives 2014-2019 ;
* la circulaire SG/DGOS/R4/DGS/MC3/DGCS/3A/CNSA no 2015-281 du 7 septembre 2015 relative à la mise en œuvre du plan maladies neurodégénératives 2014-2019
* le plan Cancer 2014-2019 ;
* le décret n° 2016-210 du 26 février 2016 relatif à la revalorisation et à l’amélioration de l’allocation personnalisée d’autonomie et simplifiant l’attribution des cartes d’invalidité et de stationnement pour leurs bénéficiaires
* l’arrêté du 5 décembre 2016 fixant le référentiel d’évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, prévu par l’article L. 232-6 du code de l’action sociale et des familles
* le guide CNSA / ENEIS « formules innovantes de répit et de soutien des aidants : guide pratique à destination des porteurs de projets » – octobre 2011 ;
* les recommandations sur la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d’Alzheimer ou maladies apparentées ;
* « Le soutien des aidants non professionnels : Une recommandation à destination des professionnels du secteur social et médico-social pour soutenir les aidants de personnes âgées, adultes handicapées ou souffrant de maladie chronique vivant à domicile », RBPP de l’ANESM, janvier 2015

# 2. Les caractéristiques du projet

Le présent appel à candidatures vise à créer une plateforme d’accompagnement et de répit sur l’un des Territoires d’Action Sociale de l’ouest, du nord ou de l’est de l’île. Le territoire sud étant déjà couvert et n’est donc pas concerné par le présent appel à candidature.

Cette plateforme doit être adossée par un accueil de jour d’au moins 6 places, autonome ou rattaché à un établissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes. Des modalités diverses de cet adossement peuvent être envisagées dans la mesure où les promoteurs des plateformes d’accompagnement et de répit n’ont pas nécessairement à être gestionnaires d’un accueil de jour pour autant qu’ils aient prévu des modalités de coopération (convention de partenariat) avec des organismes gestionnaires de ce type d’établissements. En effet, il importe de maintenir la visée originelle de ces plateformes : « la réorientation sans équivoque des missions de l’accueil de jour vers un objectif de maintien à domicile ».

Ce projet s’inscrit dans une approche intégrée de l’organisation de l’offre de services sur les territoires de parcours de vie et de santé. La MAIA (Méthode d’Action qui vise à l’Intégration des services d’Aide et de soins dans le champ de l’autonomie) a pour objectif d’améliorer l’accès, la continuité et la qualité des services offerts aux personnes âgées en développant notamment une démarche de concertation et de co-responsabilisation entre les acteurs afin d’optimiser les services offerts.

**Le projet proposé devra tenir compte du contexte local du territoire dans lequel il s’inscrit et notamment de la richesse des actions, déjà menées ou en cours de développement, en matière de répit des aidants** (cf. annexe II : retours d’expériences menées en matière de répit des aidants sur le territoire réunionnais)**.** Il doit, par conséquent, permettre le déploiement d’une offre de répit : alternative souple, multiple et coordonnée avec les autres acteurs. Celle-ci s’adaptera aux besoins à la fois des personnes en perte d’autonomie liée à des maladies neurodégénératives et des aidants principaux pour prévenir les risques d’épuisement et de décompensation psychique et somatique**.**

La réflexion sera réalisée prioritairement à l’échelle du territoire d’action sociale (TAS) nord, est ou ouest (cf. plus haut). Elle pourra s’étendre au-delà du territoire ciblé si les financements le permettent.

L’offre de répit doit permettre l’accès à une palette d’interventions multiples et diversifiées auprès du couple aidant/aidé dans le souci de favoriser le maintien à domicile et assurer :

* une meilleure communication sur l’offre de répit via des relais d’information,
* une zone d’intervention à l’échelle des territoires d’action sociale,
* une mutualisation des ressources et des moyens.

Le projet présenté devra, à ce titre, démontrer les démarches de collaboration entreprises avec les partenaires du territoire pour permettre un accès équitable aux personnes âgées et personnes handicapées vieillissantes sur l’ensemble du territoire.

## 2.1. Les objectifs des plateformes d’accompagnement et de répit

L’offre de répit a vocation à accompagner les aidants, s’occupant de personnes atteintes de maladies neurodégénératives ou en perte d’autonomie ou de personnes handicapées vieillissantes fréquentant ou non un accueil de jour, dans le cadre du maintien à domicile.

**Le présent appel à candidatures vise la mise en place d’une offre de service innovante, complémentaire aux services existants,** dont les missions seront de :

* répondre aux besoins d’information, d’écoute, de conseils et de relais des aidants pour les conforter dans leur rôle d’aidants dans une logique de proximité ;
* proposer diverses prestations de répit ou de soutien à la personne malade, à son aidant ou au couple ;
* s'inscrire dans une logique territoriale avec les MAIA et la plateforme territoriale d’appui (PTA) pour ces prestations et le recensement de l’offre de répit ;
* être l’interlocuteur privilégié des médecins traitants, des patients et de leurs aidants ;
* offrir du temps libéré pour l’aidant ou du temps partagé avec la personne malade (du « bon temps passé ensemble ») ;
* informer, éduquer soutenir les aidants pour les aider à faire face à la prise en charge d’une personne souffrant de maladies neurodégénératives;
* favoriser le maintien de la vie sociale et relationnelle de la personne malade et de son aidant et de lutter contre le repli et la dépression ;
* contribuer à améliorer les capacités fonctionnelles, cognitives et sensorielles des personnes malades.

## 2.2. La population cible

Les populations ciblées sont :

* les aidants s’occupant d’une personne atteinte d’une maladie neurodégénératives ou en perte d’autonomie ou encore handicapée vieillissante
* indirectement, les aidés (les personnes atteintes de maladies neurodégénératives ou en perte d’autonomie, les personnes handicapées vieillissantes.

Le candidat devra préciser les critères de priorisation des demandes et des durées d’intervention dans un souci d’accès équitable à l’offre de services. Pour ce faire, il pourra se fonder notamment sur l’évaluation multidimensionnelle réalisée par le Conseil Départemental en application de l’arrêté du 5 décembre 2016. En effet, ce dernier fixe le référentiel d’évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, prévu par l’article L. 232-6 du CASF.

## 2.3. Les territoires d’intervention

La plateforme d’accompagnement et de répit a vocation à intervenir sur le territoire d’action sociale dont elle ressort : TAS de l’ouest, TAS du nord **ou** TAS de l’est.

Le promoteur s’attachera à rechercher une cohérence et une égalité d’accès aux services proposés, au regard de l’implantation des structures offrant déjà le même type de service sur le TAS concerné.

## 2.4. Les modalités de fonctionnement

L’offre alternative de répit et de soutien à domicile répondra aux besoins de répit et de soutien des familles et proposera un accompagnement adapté à la personne âgée.

Le répit à domicile s’entend comme le remplacement, à domicile et de façon continue, de l’aidant principal. Celui-ci peut ainsi s’absenter, sur une durée d’une demi-journée ou d’une journée, pour prendre du répit ou s’acquitter d’obligations d’ordre personnel ou professionnel. L’intervenant professionnel va donc apporter à la personne malade une présence et une aide telle que celle assurée au quotidien par son aidant, tout en associant éventuellement d’autres modalités d’accompagnement (animation, activités de stimulation…).

La réponse apportée par le porteur de projet permettra d’intégrer une souplesse dans l’accompagnement.

Ce répit pourra notamment être effectué :

* par un établissement social et médico-social dont les accueils de jour,
* par un service d’aide à domicile (SAAD ou SSIAD) : le porteur mettra en place des conventions de collaboration avec le ou les services d’aide à domicile du territoire afin de s’assurer que les services offerts répondent aux besoins. La convention devra offrir des garanties de formation et de qualité d’intervention des personnels.

Les articulations avec les autres intervenants du domicile devront être précisées et coordonnées dans le cadre d’une prise en charge mutualisée.

La durée des interventions sera indiquée, dans le projet, en précisant leurs amplitudes.

Le nombre de jours de répit annuel auquel l’aidant pourra prétendre sera plafonné, afin de rendre le service accessible à un plus grand nombre de personnes.

Au-delà de la prestation de répit à domicile, le promoteur proposera des actions, individuelles et collectives, destinées aux aidants.

*A titre d’illustration, les plateformes d’accompagnement et de répit proposent, en plus de leur accueil de jour, des interventions permettant :*

* *l’accompagnement de la personne aidée, à domicile : présence continue d’un professionnel, au domicile pendant des périodes d’absence de l’aidé dans le respect de la réglementation du travail. Prestation à la journée ou à la demie journée, de jour ou en soirée, 7 jours sur 7 ;*
* *un soutien et un répit pour l’aidant : soutien individualisé de l’aidant, réunion d’information, « bistrot mémoire », « café des aidants », groupe de pairs, etc. en collaboration avec les acteurs du territoire ;*
* *des activités pour le couple aidant/aidé : poursuite de la vie sociale.*

Le promoteur pourront s’appuyer sur le guide CNSA / ENEIS « formules innovantes de répit et de soutien des aidants : guide pratique à destination des porteurs de projets » – octobre 2011

## 2.5. Les coopérations et les partenariats

Le candidat retenu sera l’un des acteurs du parcours de santé de la personne âgée fragilisée sur son territoire. Pour prévenir tout risque de rupture dans ce parcours, il en assurera le suivi en coresponsabilité avec l’ensemble des partenaires et des professionnels, en lien avec la MAIA.

La structure s’assurera :

* que ses missions, ses critères d’inclusion, ses modalités de prise en charge, son territoire de couverture sont connus de tous les acteurs ;
* qu’ils ont été définis en concertation avec les partenaires, en cohérence avec les besoins identifiés sur le territoire et en complémentarité avec les dispositifs de répit déjà existants.

Elle travaillera avec :

* le pilote MAIA du territoire concerné ;
* les dispositifs existants (plateforme territoriale d’appui, missions gérontologiques du Département, services d’aide et/ou de soins à domicile, aidants naturels, TAS, réseaux de santé, CCAS, etc.) ;
* les professionnels de santé du territoire et de la filière de soins gériatriques.

Le porteur élaborera son projet dans le cadre d’une cohérence territoriale en partenariat avec les autres structures assurant la gestion de services d’accueil de jour et/ou de répit.

## 2.6. L’évaluation de la qualité de service

Une évaluation annuelle de l’activité des services proposés sera effectuée. Le promoteur aura à renseigner l’annexe III dont les indicateurs reprennent notamment les « Données de suivi des éléments financiers et d’activité » prévues par l’annexe 4 de la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/261 du 30 juin 2011.

Cette évaluation permettra de produire un rapport annuel (activité générale du service, profils des usagers, etc.) qui sera transmis au Conseil départemental de La Réunion et à l’Agence de Santé Océan Indien.

## 2.7. Le financement

Le budget de la plateforme d’accompagnement et de répit devra respecter le financement de référence, soit 100 000 € (cent mille euros), enveloppe qui n’a pas vocation à se substituer aux divers autres financements pouvant être mobilisés. Il se présentera sous la forme d’un budget annexe de la structure.

Pour des projets atypiques notamment (ex. : la garde itinérante de nuit, le répit à domicile de longue durée, etc.), les solutions doivent être recherchées du côté des partenariats afin de mettre en place des cofinancements.

Le projet précisera le reste à charge envisagé pour l’aidant concernant les différentes prestations proposées. Il devra permettre un accès le plus large possible à l’ensemble de la population.

Sur la base de ces éléments, la commission d’appel à candidatures examinera notamment :

* la cohérence du budget prévisionnel relatif à la section du personnel au regard de la qualité de la prise en charge souhaitée ;
* les autres aspects financiers, notamment le reste à charge pour l’usager.

Lorsque la structure sera opérationnelle, la plateforme se conformera à la réglementation en vigueur notamment l’obligation de transmettre son état des prévisions de recettes et de dépenses et son rapport d’activité aux autorités de tarification.

# 3. Le projet de service et les droits des usagers

L’équipe proposera un projet de service développé autour des axes suivants :

* formation à destination des proches aidants (ex. : « comment se préserver, faire attention à sa santé ? », « quelles aides mobiliser… ? », etc.) ;
* temps de répit sous la forme d’interventions d’aide à domicile pour permettre au proche de s’absenter ;
* recherche d’une structure médico-sociale (par exemple : un hébergement temporaire, un accueil de jour, etc.), en fonction des besoins de l’aidant et de la personne qu’il accompagne ;
* organisation de sorties culturelles ou conviviales qui permettent à la personne aidée et à son proche de partager un bon moment ensemble et de rencontrer du monde ;
* mise en place de groupes d’échanges entre aidants.

Pour chacune des prestations proposées, le promoteur doit définir les modalités de contractualisation avec l’usager et, quand il y a lieu, de facturation. Il aura pour souci de prévoir des modalités de visite à domicile pour les aidants pour lesquels, pendant un temps, aucun autre mode d’accompagnement n’est possible.

Le projet de service doit également préciser comment sont garantis les droits des usagers et, par conséquent, déclinés les outils de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

# 4. Calendrier de mise en œuvre et dossier de candidature

## 4.1. Calendrier de déploiement du projet

* Date de publication de l’appel à candidatures : **31 mars 2017**
* Date limite de réception ou dépôt des dossiers de candidatures : **31 mai 2017**
* Instruction des dossiers /réunion de la commission de sélection consultative : **Juin / Août 2017**
* Date prévisionnelle de notification de l’autorisation et information aux candidats non retenus : **fin août 2017**
* Mise en fonctionnement de la plateforme : **Octobre 2017**

## 4.2. Délai et modalités de dépôt des dossiers

Les candidats prendront soin de présenter un dossier de réponse en trois exemplaires complets, selon les modalités suivantes : deux exemplaires papiers et un exemplaire enregistré sur un support informatisé (clé USB, CD-Rom) sont adressés, par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout moyen permettant d’attester de la date de leur réception, à l’adresse suivante :

Agence de Santé Océan Indien

Délégation de l’Ile de La Réunion – Pôle Offre de Soins

A l’attention de la Cellule Gestion des autorisations

2 bis avenue Georges Brassens

CS 61002

97743 Saint-Denis Cedex

**Date limite de réception ou dépôt des dossiers : le 31 mai 2017 avant 15 heures** (le cachet de la poste faisant foi). Tout dossier réceptionné au-delà de l’heure et de la date limites sera renvoyé à l’expéditeur.

NB : Les candidats qui souhaitent déposer leur dossier en main propre peuvent le faire les jours ouvrés, de 8h à 12h puis de 13h à 16h, 15h le vendredi.

## 4.3. Contenu du dossier de candidature

* **Présentation du demandeur**
* **Description du projet de Plateforme d’accompagnement et de répit** dont notamment :
  + Motivations - Analyse des besoins et des ressources du territoire
  + Projet de service
  + Organisation et fonctionnement de la plateforme d’accompagnement et de répit (ainsi que de chacune des prestations proposées)
  + Personnels intervenants (statut et qualifications) dans la mise en œuvre de la plateforme ;
  + Zone géographique couverte (et données de population)
  + Public cible (file active, modalités de repérage, d’information…)
  + Intégration du porteur de projet dans un réseau et partenariats développés ;
  + Actions mises en œuvre pour faciliter l’accès à la plateforme (actions de communication, mode de contact, mobilité, etc.) ; Plan de communication en direction des professionnels au contact des personnes âgées atteintes de maladies neurodégénératives ou en perte d’autonomie et de leurs aidants

Les choix réalisés par le porteur de projet doivent être argumentés.

* + Le dossier de candidature doit comporter les pièces permettant d’attester les modes de collaboration avec les organismes partenaires, notamment du domicile et du soin, les modalités des partenariats formalisés, de l’ancrage du porteur de projet dans le tissu local.
  + Calendrier de mise en œuvre
* **Budget prévisionnel** (inclus les autres financements et la participation des familles) en année pleine (suivant cadre normalisé ESMS)
* **Attestation d’engagement :**

L’organisme s’engage :

* + à mettre en œuvre la plateforme d’accompagnement et de répit conformément aux informations contenues dans le cahier des charges ;
  + à répondre à l’évaluation, et à la transmission à l’ARS des données financières et d’activités ainsi que précisé par la circulaire du 30 juin 2011, son annexe 4 et le questionnaire national d’activité.

**Annexe 2 :**

**Retours d’expériences d’initiatives menées en matière de répit des aidants sur le territoire réunionnais**

|  |
| --- |
| **Offre de répit proposée par LE GIP SAP** |
| Le Conseil Général de La Réunion, en tant que chef de file de l’action sociale à destination des publics fragiles et dépendants a confié au GIPSAP - la Maison de l’Aide à la Personne, lors de sa création en 2010, la mise en œuvre de la politique de soutien et d’accompagnement aux aidants.  Le public concerné : aidants d’une personne âgée dépendante, d’une personne adulte, enfant handicapé, concernés par les problématiques d’épuisement, d’isolement en situation de rupture…  Cette expérimentation a démarré en 2012 autour de solutions de répit, développée au sein de 3 dispositifs :  **DISPOSITIF REPIT REPOS, comprenant deux volets :**  **• Volet 1 - La Bourse d’heures**  Par le biais d’une bourse d’heures, l’aidant peut faire appel à un service de remplacement à domicile, qui est effectué par des professionnels de l’aide à domicile. Le remplacement se fait sur des journées de 8h par mois, ne pouvant excéder 64h par an. Le professionnel assure pendant l’absence de l’aidant, une présence auprès de son proche et lui apporte un accompagnement adapté à ses besoins et à la demande de l’aidant naturel.  Objectifs :  - Permettre le répit de l’aidant (se reposer, dormir, …)  - Permettre à l’aidant de vaquer à des occupations personnelles (s’occuper de soi, visite chez le médecin, pratiquer une activité physique….)  - Partager des moments avec les autres membres de la famille ou des tiers  • **Volet 2 – Les séjours Grand’R – séjour de répit de courte durée (1 à 2 nuits en pension complète) pour une rupture avec le quotidien. Ils ont lieu une fois par an au village corail ou à Cilaos.**  Objectifs:  - rompre l’isolement des aidants familiaux  - permettre aux aidants familiaux de couper avec le quotidien et profiter d’un moment de convivialité en famille    **DISPOSITIF KAZ GRAND ‘R**  Maison d’accueil des aidants et aidés, située à l’Entre-Deux, créée en 2014.  Un concept d’accueil en sessions journées et séjours développé au sein d’une programmation d’ateliers : matinée bien être, point écoute aidant, consultation  psychologue, entretien infirmiers, assistante sociale, café des aidants (groupe d’échanges et de partages d’expériences entre pairs), informations collectives thématiques…  Objectif principal : Accompagner, soutenir les aidants dans leur parcours de responsabilisation pour une valorisation et une reconnaissance de leur rôle au quotidien  **DISPOSITIF CAFE DES AIDANTS**  Le café des aidants, un label de l’association française des aidants, une convention de partenariat a été mise en place avec l’association Française en septembre 2014.    Ce sont des lieux, des temps et des espaces d’information, de rencontres et d’échanges, animés par un travailleur social et un psychologue ayant une expertise sur la question des aidants. Ils sont ouverts à tous les aidants non professionnels, quels que soient l’âge et la pathologie de la personne accompagnée.  Modalités : Une séance de 2 heures dans une ambiance conviviale (autour d’un café), avec présentation du thème, des échanges, et des réponses apportées aux questions.  Les sites des cafés : OUEST (village corail) SUD (Kaz grand’r Entre Deux) NORD (espace reydellet bas de la rivière) EST (Saint André) planning des cafés disponibles (contact n°VERT 0800 53 0002) |
| **Offre de répit proposée par le GIE Vieillissement Actif, piloté par la CGSS** |
| Dans le cadre de l’appel à projets lancé en 2015 par le GIE Vieillissement Actif (structure inter-régime de la CGSS et du RSI), 11 ateliers de Bien être des aidants retraités ont été financés, 9 ateliers ont d’ores et déjà été déployés sur les communes de Salazie, Cilaos, Saint-Denis, La Possession, La Saline et le Port. L’objectif est de permettre aux aidants de se reconnecter à leur corps et à leurs besoins pour se ressourcer :  - Renforcer la santé en diminuant le stress et ses effets négatifs sur l'organisme  - Augmenter le bien-être et l'installer de façon durable à travers des thérapies alternatives brèves.  Format : 1 atelier de 3 heures par participant – 15 retraités par groupe  En plus de ces ateliers qui leur sont spécifiquement dédiés, les aidants ont pu également participer à d’autres actions organisées dans le cadre de l’appel à projets 2015. Elles ont été mises en place sur les territoires identifiés comme fragilisés, sur les thématiques de l’Equilibre/Prévention des chutes, de la Nutrition, etc.  Il est prévu qu’un atelier « Aide aux aidant » soit créé en 2017, en partenariat avec les acteurs concernés par cette thématique. |
| **Offre de répit proposée par la Mutualité de la Réunion** |
| Son Université Solidaire compte aujourd’hui 1600 adhérents retraités. La Mutualité de la Réunion met en place des ateliers de prévention santé avec des partenaires (l'association ADN974, VMEH, etc.) toute l'année pour leur offrir un ensemble d'activités (danse, sorties, sport santé, voyages, jeux, conférences) contribuant aux échanges et au lien social, à l'épanouissant culturel et personnel.  La Mutualité de La Réunion a participé à la création de l’association VMEH (Visite des Malades en Etablissement Hospitalier) et la soutient aujourd’hui dans ses activités. Les visiteurs bénévoles formés interviennent auprès des personnes âgées isolées afin de combattre leur isolement, leur redonner confiance et de leur proposer des animations. |
| **Offre de répit proposée par la Caisse Réunionnaise de Retraite complémentaire** **(CRR)** |
| * **C:\Users\b0ero03\Desktop\ACTION SOCIALE 2017\ACTION SOCIALE 2016\ACTION SOCIALE 2015\LOGOS\logo-rond2ker-ok-01-1.jpgRond’2Ker** : Les Rond’2Ker sont des rencontres mensuelles d’échange et de convivialité entre aidants. Ces rencontres animées par des professionnels permettent aux aidants de sortir de chez eux afin de rompre une certaine forme d’isolement, de bénéficier d’activités collectives et de moments d’échange, et surtout d’avoir des informations afin de les aider dans leur vie quotidienne avec la personne aidée.   **Conditions d’accès** : accès libre et gratuit réservé aux aidants familiaux.   * **Aide au répit**   L’aide au répit doit permettre à l’aidant de s’accorder un moment de répit, en lui proposant un service d’accompagnement à la personne effectué par un prestataire agréé et financé par le moyen de Chèque Emploi Service Universel (CESU). Cette aide est accordée dans la limite du budget annuel validé par le Conseil d’Administration de la Caisse Réunionnaise de Retraite complémentaire (CRR).  **Conditions d’accès :** personne cotisante ou retraitée de la CRR s’occupant d’un proche malade, âgé ou en situation de handicap. Sans conditions de ressources.   * **Aidons ceux qui aident** en Octobre : Ateliers de bien-être, relaxation, socio-esthétique, nutrition.   **Conditions d’accès** : accès libre et gratuit réservé aux aidants familiaux. |
| **Offre de répit proposée par les associations d’usagers** |
| **France Alzheimer Réunion :**   * Soutien psychologique des aidants : entretiens individuels et groupes de paroles * Formation des aidants à une meilleure connaissance de la maladie d’Alzheimer et maladies apparentées et à la prise en charge des malades * Ateliers de bien-être et de répit : relaxation, socio-esthétique, scrapbooking   A compter de 2017, ces actions seront menées dans les « Maisons Cœur Alzheimer » du Port et de Sainte-Marie (à la Convenance). Deux autres maisons seront ouvertes dans le Sud et dans l’Est.  **France Parkinson Réunion:**   * Soutien psychologique des aidants : groupes de paroles (rond’2ker) * Formation des aidants à une meilleure connaissance de la maladie de parkinson et à la prise en charge des malades * Ateliers de bien-être et de répit   **Association des aidants et des aidés 974** :  *Données non disponibles* |

**Annexe 3 :**

**Indicateurs annuels à renseigner par la plateforme d’accompagnement et de répit**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **Année :** |  |  |  |  |  |  | | **Plateforme :** |  | | | | | | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ DE LA PFR** |  |  |  |  |  | | CHARGES |  | PRODUITS | | |  | | Dépenses de personnel |  | Dotation plateforme | | |  | | Dépenses de fonctionnement |  | Participation des bénéficiaires | | |  | | Dépenses liées aux prestations |  | Subventions | | |  | | Autres |  | Autres | | |  | | Résultat excédentaire |  | Résultat déficitaire | | |  | |  | **- €** |  |  |  | **- €** | | **- €** |  | |  |  | **- €** |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  |  | | --- | --- | --- | | **PROFESSIONNELS / INTERVENANTS** | **ETP ou nombre** | **COUT ANNUEL (chargé)** | | PERSONNEL SALARIE | | | | Psychologue |  |  | | AS/AMP |  |  | | IDE |  |  | | Auxiliaire de Vie Sociale |  |  | | Autres personnes *(ne figurant pas dans le cahier des charges)* | | | | Administratif |  |  | | ASG |  |  | | Ergothérapeute |  |  | | CESF |  |  | | Assistante sociale |  |  | | Animateur |  |  | | Bénévole |  |  | | Stagiaire |  |  | | Autres |  |  | | PRESTATAIRES | | | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  | **TOTAL** | **0,00 €** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **LES PARTENARIATS** | | | | | | | **PARTENARIAT ACTIF (oui/non)** | **CONVENTIONS SIGNEES (oui/non)** |
| CLIC | | | | | | |  |  |
| MAIA | | | | | | |  |  |
| CCAS | | | | | | |  |  |
| Association France Alzheimer | | | | | | |  |  |
| Réseaux gérontologiques | | | | | | |  |  |
| Services à domicile (SAD) | | | | | | |  |  |
| Etablissements sanitaires ou médico-sociaux | | | | | | |  |  |
| Associations de représentants d'usagers ou de familles (France Alzheimer…) | | | | | | |  |  |
| Professionnels de santé et paramédicaux (généralistes, neurologues…) | | | | | | |  |  |
| Equipe spécialisée Alzheimer (ESA) | | | | | | |  |  |
| Service de soins infirmiers à domiciles (SSIAD) | | | | | | |  |  |
| Autres | | | | | | |  |  |
|  | | **TOTAL** | | | | | **0** | **0** |
| Si d'autres partenariats , préciser : | | |  |  |
|  | | | | |
|
|
|
|
|
|
|  | |  |  |  |
| |  | | --- | | **NB D'AIDANTS AYANT CONTACTE LA PLATEFORME** (*que cela ait abouti ou non à une orientation vers une prestation délivrée) :* | | | | | | | | | |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **LES PRESCRIPTEURS : ACTEURS A L'ORIGINE DES ORIENTATIONS VERS LA PLATEFORME** | **NB D'AIDANTS ORIENTES** |
| Plusieurs prescripteurs |  |
| CLIC |  |
| CG/ équipes APA / services sociaux / CCAS |  |
| Accueil de jour |  |
| Service de soins infirmiers à domiciles (SSIAD) / ESA |  |
| Centre mémoire / réseau mémoire / consultation mémoire |  |
| Médecins libéraux (généralistes et spécialistes) |  |
| Associations de représentants d'usagers ou de familles |  |
| Hopital / EMG / SSR |  |
| Services d'aide à domicile (SAD) |  |
| Etablissements médico-sociaux (EHPAD) |  |
| Réseaux gérontologiques |  |
| MAIA : gestionnaire de cas |  |
| Bouches à oreilles |  |
| Média : affichage/presse/ site internet |  |
| Autres professionnels de la santé (kiné, orthophoniste…) |  |
| Caisse de retraite et complémentaires |  |
| Autres |  |
| Inconnu |  |
| **TOTAL** | **0** |
|  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ATTENTION : Vérifier que le nombre d'aidants/d'aidés est identique dans chaque cellule de la colonne total** | | |
|  |  | |  | | --- | |  | |
| **PROFIL DE L'AIDANT : AYANT BENEFICIE D'AU MOINS UNE PRESTATION** | **NB D'AIDANTS** | **TOTAL** |
| Homme |  | **0** |
| Femme |  |
|  |  |  |
| Cohabitant avec l'aidé |  | **0** |
| Non cohabitant avec l'aidé |  |
|  |  |  |
| Enfant |  | **0** |
| Conjoint/concubin / PACSé |  |
| Veuf (dans le cas ou l'aidé est décédé) |  |
| Autres liens de parenté |  |
| Autres liens (amicaux, …) |  |
|  |  |  |
| Retraité |  | **0** |
| En activité professionnelle |  |
| Autres |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | |  | | --- | |  | |
| **PROFIL DE L'AIDÉ : RATTACHÉ A L'AIDANT** | **NB D'AIDÉS** | **TOTAL** |
| Homme |  | **0** |
| Femme |  |
|  |  |  |
| Maladie neuro-dégénérative |  | **0** |
| Non connu par l'aidant |  |
| Autres |  |
|  |  |  |
| Fréquentant l'AJ adossé à la PFR |  |  |
| Fréquentant un autre AJ |  |
| Fréquentant un accueil de nuit |  |
| Fréquentant un HT |  |
| Inconnu |  |
| Autres solutions de répit |  |
| Préciser quelles solutions de répit : |  |  |
|  | |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **LES PRESTATIONS REALISÉES SUR L'ANNEE** | **NB TOTAL DE PRESTATIONS REALISÉES** | **NB TOTAL D'HEURES REALISÉES** | **COÛT TOTAL DES PRESTATIONS  (hors ETP salariés)** | **Nb d'aidants ayant bénéficié de la prestation** | **NB d'Aidés ayant bénéficié de la prestation** | **Nb de bénévoles ayant participé à la prestation** | **Nb de professionnels de la PFR ayant participé à la prestation** |
| 1/Les actions d’écoute et de soutien des aidants proposées par les plateformes |  |  |  |  |  |  |  |
| Appels téléphoniques |  |  |  |  |  |  |  |
| Visites individuelles à domicile de la personne |  |  |  |  |  |  |  |
| Rencontres individuelles dans les locaux de la PFR |  |  |  |  |  |  |  |
| Soutien collectif sur site (groupe de paroles…) |  |  |  |  |  |  |  |
| Soutien collectif hors site (café répit…) |  |  |  |  |  |  |  |
| Soutien psychologique sur site |  |  |  |  |  |  |  |
| Soutien psychologique à domicile |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres |  |  |  |  |  |  |  |
| 2/Les actions auprès du couple aidant-aidé ou de l'aidant seul permettant la poursuite de la vie sociale |  |  |  |  |  |  |  |
| Séjours vacances, séjours ou week end répit |  |  |  |  |  |  |  |
| Prestations de bien-être et de relaxation (art-thérapie, musicothérapie, sophrologie, sport…) |  |  |  |  |  |  |  |
| Activités de loisirs sur site |  |  |  |  |  |  |  |
| Sorties extérieures (culturelles, loisirs...) |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres |  |  |  |  |  |  |  |
| 3/Les autres prestations |  |  |  |  |  |  |  |
| Actions de formation (cycles) |  |  |  |  |  |  |  |
| Actions d'information |  |  |  |  |  |  |  |
| Informations sur la plateforme ou sur thématiques |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres |  |  |  |  |  |  |  |

**Annexe 4 :**

**Critères de sélection et modalités de notation Plateforme d’accompagnement et de répit**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères** | | **Coefficient**  **pondérateur** | **Cotation**  **(1 à 5)** | **Total** |
| *Capacité de mise en œuvre du projet* | Connaissance du territoire départemental et du public | 4 | /5 |  |
| Analyse des besoins | 3 | /5 |  |
| Faisabilité et délai de mise en œuvre | 4 | /5 |  |
| Plan de communication prévu en amont et après l’ouverture | 3 | /5 |  |
| *Qualité du projet* | Construction du projet en collaboration avec les acteurs des parcours de vie et de santé du département  Co-responsabilité (MAIA) | 5 | /5 |  |
| Organisation et fonctionnement de la plateforme (modalités d’admission et de sortie, …) | 3 | /5 |  |
| Compétences et qualifications des personnels, gestion interne des professionnels de l’équipe pluridisciplinaire | 3 | /5 |  |
| *Implantation* | Modalités d’organisation des transports | 3 | /5 |  |
| *Partenariats avec les acteurs départementaux* | Coopérations avec les filières de soins gériatriques et les professionnels de soins primaires (médecins traitants, infirmières, kinésithérapeutes) | 4 | /5 |  |
| Coopérations avec les professionnels médico-sociaux à domicile et du champ sanitaire | 4 | /5 |  |
| Cohérence territoriale du projet | 4 | /5 |  |
| *Solidité financière du projet* | Cohérence du budget prévisionnel, respect des moyens alloués  Situation budgétaire de l’établissement porteur du projet | 5 | /5 |  |
| *Garantie des droits des usagers* | Mise en œuvre des outils de la loi n°2002-2 | 2 | /5 |  |
| Méthode d’évaluation annuelle de l’activité du service | 2 | /5 |  |
| **TOTAL** | | 49 |  | **/ 245** |